Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

La terre aux femmes qui la travaillent : les luttes en Amérique latine

Par Claudia Korol
Mondialisation.ca, 25 novembre 2016
grain.org

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Droits des femmes

Photo : On estime qu'il y a 1,6 milliards de femmes paysannes dans le monde, mais elles ne possèdent que deux pour cent de la terre. (Photo : Randy López Abarca)

Le manque d'accès à la terre est l'un des plus gros problèmes des femmes rurales en Amérique latine et dans le monde entier. C'est aussi la cause de bien d'autres problèmes souvent "invisibles" pour la société en général. Les conséquences affectent toutes les femmes, l'humanité dans son ensemble et la planète.

Ce rapport est une adaptation du livre *Somos tierra, semilla, rebeldía: Mujeres, tierra y territorio en América Latina*, à paraître sous peu. Le livre sera disponible ici : https://www.grain.org/e/5563

On estime le nombre de femmes paysannes dans le monde à 1,6 milliard (plus d'un quart de la population mondiale), et pourtant celles-ci ne possèdent que deux pour cent de la terre et ne reçoivent qu'un pour cent de tous les crédits agricoles.[1] Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 121 millions de personnes vivent en zone rurale en Amérique latine et dans les Caraïbes, et 48 pour cent (soit 58 millions) passent jusqu'à 12 heures par jour à s'occuper de leur jardin et de leur bêtes, à récolter et préparer la nourriture, à élever leurs enfants, et à prendre soin des malades et des personnes âgées, entre autres tâches. Sur les 37 millions de femmes rurales de plus de 15 ans, seules 17 millions sont considérées comme faisant partie de la "population économiquement active" et quatre millions seulement comme "producteurs agricoles". Des statistiques sujettes à caution si l'on songe par exemple que les femmes qui produisent des denrées agricoles pour le marché sont considérées comme "producteurs", alors que les contributions productrices des femmes pour nourrir leur famille et leur communauté n'entrent pas en ligne de compte. Dans la région, neuf millions de femmes rurales sont autochtones, parlent des langues autochtones et sont soumises à une double, voire une triple discrimination : en tant que femme, en tant qu'autochtone et comme pauvre.[2]

Silvia Ribeiro, chercheur à l'ETC Group au Mexique, a attiré l'attention sur le fait que la production à petite échelle – c'est-à-dire l'agriculture paysanne, la pêche artisanale et les jardins citadins – fournissent l'alimentation consommée par 70 pour cent de la population mondiale, mais ne disposent que de 20 pour cent des terres. Dans le même temps, l'agriculture industrielle tant vantée occupe jusqu'à 80 pour cent de la terre et consomme 80 pour cent des ressources en eau et en carburant utilisées en agriculture.[3] Ces chiffres démentent les mythes de la Révolution verte qui soutiennent l'idée que l'agrobusiness, les organismes génétiquement modifiés (OGM) et l'application massive d'agrochimie sont la

solution à la crise alimentaire dans le monde. Il est de plus en plus évident toutefois que l'agriculture paysanne joue un rôle essentiel dans l'élimination de la faim et que les femmes ont elles aussi un rôle clé pour assurer la durabilité et la reproduction de cette agriculture.

Dans une étude sur l'accès des femmes à la terre et à la propriété en Amérique latine, Magdalena León et Carmen Diana Deer montrent que, malgré leur rôle fondamental en agriculture, les femmes possèdent moins de terres en termes absolus et que quand elles en ont, leurs terres sont moins productives et moins intéressantes d'un point de vue commercial.[4] Les auteures indiquent qu'un certain nombre de facteurs contribuent à cet état de fait : la position privilégiée des hommes dans le mariage, la préférence accordée aux hommes dans les questions d'héritage, la préférence accordée aux hommes dans les programmes d'État pour la distribution des terres et la reconnaissance des titres de propriété, la nature sexuée du marché agraire qui marginalise les femmes, etc.

Les femmes travaillent du matin ou soir, mais dans des conditions de sévère inégalité et de subordination à l'homme.

Le patriarcat impose une division sexuée du travail et rend invisible le travail des femmes

Selon les chercheurs Isabel Larguía et John Dumoulin, la famille patriarcale est basée sur la division de la vie sociale

en deux sphères complètement distinctes : la sphère publique et la sphère domestique. Les femmes ont été reléguées dans la sphère domestique par une division sexuée du travail tandis que se développait une idéologie forte qui continue aujourd'hui encore à déterminer l'image des femmes et leur rôle dans la société. Avec la dissolution des structures communautaires et leur remplacement par la famille patriarcale, le travail des femmes s'est de plus en plus individualisé et limité à la production de valeurs d'usage pour la consommation privée directe. Séparées du monde de la plus-value, les femmes sont devenues le ciment économique invisible de la société de classes. Au contraire, le travail des hommes a été défini, selon différents modes de production, en objets économiquement visibles, destinés à créer de la richesse via les processus d'échange. Dans le système capitaliste, que ce soit comme propriétaires des moyens de production ou comme ouvriers vendant leur force de travail, les hommes se sont essentiellement définis comme des producteurs de marchandises. Les femmes, chassées du monde économique générateur de plus-value, remplissaient néanmoins une fonction économique indispensable. Dans le cadre de cette nouvelle division du travail, les femmes ont été assignées à la tâche de reproduction, pour remplacer la main d'œuvre qui fait tourner l'économie et transforme les matières premières en valeurs utilisables directement pour la consommation. Les femmes allaient ainsi nourrir, vêtir, s'occuper de la maison et de l'éducation des enfants. Ce type de travail, malgré les longues heures de labeur épuisant qu'il implique, était considéré sans valeur. Et les femmes qui faisaient ce travail se sont donc retrouvées écartées de l'économie, de la société et de l'histoire. La force de travail est en réalité le produit du travail invisible des femmes au foyer.[5]

Pour ce qui est des femmes rurales, quand nous parlons de travail invisible, nous faisons référence à ce type de travail domestique non rémunéré, mais aussi au travail producteur au sens strict, dont il n'est pas tenu compte dans les registres nationaux parce qu'il est considéré comme une extension de la reproduction biologique et de la reproduction de la force de travail : s'occuper du jardin, des bêtes et des semences, ramasser les fruits et aller chercher l'eau sont des tâches non rémunérées, vues comme non productrices, même si ce

sont elles qui permettent de nourrir et de créer les conditions de la survie de millions de personnes dans le monde.

La division sexuée du travail, qui rend invisible le travail des femmes paysannes, est devenue une chose presque naturelle. Elle renforce un système dans lequel les femmes ne reçoivent pas de compensation économique pour leur travail et exacerbe la différence entre femmes et hommes en termes d'accès à la terre, de crédit et de formation technique agricole. Cette dynamique sert les intérêts du capital, favorise l'exploitation de la main d'œuvre, la création de profits pour les oligarchies et les bourgeoisies locales, les processus de concentration aux mains d'étrangers et la privatisation des terres et de toutes les formes de vie.

S'occuper des jardins, des animaux et des semences, ramasser les fruits et aller chercher l'eau sont des tâches non rémunérées, considérées comme non productives... (Photo : Randy López Abarca)

Propositions des mouvements populaires, des mouvements paysans et des mouvements de femmes

Reconnaître le travail des femmes et lui donner une valeur

Les femmes autochtones et les paysannes ont attiré l'attention sur cette situation et formulé des propositions pour y remédier. Au Brésil, les femmes du Mouvement des sans terre (MST) ont longuement mené des débats, ouvrant un espace pour leurs propositions à travers des actions directes qui leur donnent une visibilité. María Carballo López indique que « la première revendication des femmes au sein du MST était d'être reconnues comme agricultrices, puisque dans les papiers leur profession était listée comme "femme au foyer". La seconde était pour toutes d'obtenir les documents officiels, en tant que citoyennes et agricultrices, qu'elles ne possédaient pas pour la plupart, ce qui les empêchait d'accéder à la terre, aux aides, au crédit et à leurs droits de travailleurs ».[6] Le Mouvement des femmes paysannes du Brésil (MCC) a dû organiser des campagnes pour demander la reconnaissance de leurs droits spécifiques. Dans l'étude de Roxana Longo sur ce mouvement, une femme membre du MCC, âgée de 45 ans, fait le commentaire suivant : « Je me souviens qu'en 1986, nous avons organisé la première caravane composée de 36 femmes, pour aller à Brasilia. Quand nous sommes arrivées, les hommes politiques nous ont dit : « Mais qu'est-ce que vous faites ici, si vous n'avez pas de profession ? » Nous n'étions même pas reconnues comme travailleuses rurales. Alors nous avons démarré la lutte pour faire reconnaître notre profession. La plupart des femmes n'avaient même pas de papiers d'identité. Nous n'étions même pas reconnues comme citoyennes. Et c'est pourquoi nous avons commencé cette lutte qui a pris de l'ampleur au fil des années. »[7]

Un autre cas intéressant est celui de la Bolivie dont la constitution stipule expressément que la décolonisation et la "dépatriarcalisation" sont les deux objectifs de la société. Dans un rapport publié par l'État plurinational de Bolivie, on peut lire : « Le système capitaliste, colonial et patriarcal [...] s'entretient lui-même via la division sexuée et hiérarchisée du travail et l'assimilation des rôles de reproduction et de prise en charge des soins comme des responsabilités et des attributs féminins, si bien que le travail domestique et les soins n'ont

pas été considérés comme un [véritable] travail. La contribution économique, sociale et culturelle des femmes à la reproduction de la famille est ainsi devenue invisible et dévalorisée. Cela a également signifié que le fardeau des tâches domestiques et des soins revient principalement à la mère de famille et/ou aux femmes en général. Le travail reproducteur et producteur des femmes est ainsi devenu invisible et elles ont été classées comme "femmes au foyer" dans le recensement national. Cependant, l'article 338 de la Constitution politique nationale déclare que « l'État reconnaît la valeur économique du travail à la maison comme source de richesse qui doit être quantifiée dans les comptes publics, » fournissant une base pour la mise en place d'actions spécifiques concernant [le travail des femmes].[8] La reconnaissance par l'État de ces aspects fondateurs de la culture patriarcale, même si elle ne résout pas tout ce que cela implique dans la réalité quotidienne des femmes, est un pas en avant dans la possibilité de formuler des politiques publiques visant de véritables solutions à moyen et à long terme.

Valoriser l'agriculture paysanne

Face à la crise mondiale qui laisse des millions de personnes souffrir de la faim, l'attention s'est portée à nouveau sur l'importance de l'agriculture familiale. La FAO a par exemple déclaré 2014 Année internationale de l'agriculture familiale. Malgré ses critiques vis-à-vis des initiatives de la FAO, La Vía Campesina, a décidé de se joindre à la campagne afin de pouvoir discuter en profondeur de son contenu. Dans un document, la Coordination latino-américaine des organisations paysannes (la CLOC) de La Vía Campesina a affirmé : « Il ne fait aucun doute que cette déclaration de la FAO s'inscrit dans le contexte des concepts et des propositions avancées par La Vía Campesina tout au long de plus de 20 ans de luttes partout dans le monde. La FAO a fait marche arrière et admis que seules les fermes paysannes, autochtones et familiales sont à même de lutter contre la faim ».[9]

Les éco-féministes ont fait des propositions similaires. Ainsi dans son livre [en anglais] Staying Alive: Women, ecology and survival, Vandana Shiva écrit : « La nature et les femmes ont tout au long de l'histoire été les premières pourvoyeuses des produits d'une agriculture naturelle, fondée sur les flux durables de fertilité, des forêts et des animaux vers les terres cultivées. Le système alimentaire a toujours inclus la forêt et les animaux dans ses processus [...] Le principe féminin de production alimentaire s'appuie sur les liens intimes existant entre les arbres, les animaux et les cultures, et sur le travail des femmes pour maintenir ces connexions. Traditionnellement, le travail des femmes en agriculture a été d'intégrer la forêt et les animaux dans l'agriculture. Une agriculture qui suit le modèle de la nature et est fondée sur la participation des femmes à la nature se reproduit d'elle-même et est durable, car les ressources renouvelées de manière interne [au système] fournissent les apports nécessaires pour les semences, l'humidité, les nutriments du sol et le contrôle des ravageurs ».[10]

Dans les communautés zapatistes, l'agriculture de subsistance fait partie intégrante de la politique. Le paragraphe 5 de la Loi révolutionnaire sur les femmes stipule : « Les femmes et les enfants ont un droit prioritaire à la santé et à l'alimentation. » Comment garantir ce droit à l'alimentation ? Dans le cadre de l'Escuelita [petite école] zapatiste, les femmes du 5è Caracol [régions des communautés autonomes zapatistes] de la communauté de Roberto Barrios réfléchissent : « En termes de nourriture, nous avons vu chez nous que ce n'est pas loin de ce qu'est notre alimentation, mais nos camarades doivent suivre les coutumes de nos ancêtres, vivre comme ils vivaient, manger ce qu'ils mangeaient [...] que nous ne devons pas arrêter de planter ce qui nous appartient : la chayote, le manioc, la citrouille ».[11]

Le droit à l'alimentation est lié à l'agriculture traditionnelle et autochtone, à ses peuples et s'appuie sur le travail des femmes et la récupération de leurs savoirs.

La Cinquième déclaration de l'assemblée des femmes de la CLOC déclare : « C'est avec nos savoirs que l'agriculture a été créée. Tout au long de l'histoire, c'est nous qui avons nourri l'humanité, créé et transmis une grande partie de nos connaissances en médecine ancestrale et nous sommes actuellement celles qui produisent la plus grande partie de la nourriture, malgré les attaques contre nos terres et notre eau et tous les programmes et les politiques dirigés en permanence contre nous. Aujourd'hui, nous demandons la reconnaissance de notre contribution à la production et aux soins donnés et nous proposons de nouvelles formes de relations qui permettent de partager ces tâches et responsabilités. Nous réaffirmons également l'importance de l'agriculture paysanne et autochtone pour le bien-être de toute l'humanité et la durabilité économique et environnementale de notre planète. Sans agriculture paysanne, il n'y a pas de nourriture et les peuples ne pourront donc pas survivre ».[12]

Le droit à l'alimentation est lié à l'agriculture traditionnelle et autochtone, qui repose sur le travail des femmes et la transmission de leurs savoirs. (Photo : Randy López Abarca)

Garantir l'accès des femmes paysannes à la terre

Dans la Déclaration de Jakarta, les femmes de La Vía Campesina déclarent « Pour nous, femmes paysannes et autochtones [paysannes et paysans], la terre est non seulement un moyen de production mais aussi un espace de vie, de cultures et d'émotion, d'identité et de spiritualité. De ce fait, elle n'est pas une marchandise, mais plutôt une composante fondamentale de la vie elle- même. L'accès à la terre est donc un droit inaliénable reconnu dans les systèmes de propriété foncière; accès et jouissance étant définis par chaque peuple ou nation… L'égalité des hommes et des femmes en ce qui concerne l'accès à la terre est un objectif fondamental pour vaincre la pauvreté et la discrimination. Supposer que l'accès à la terre se doit de passer par le marché et la propriété privée individuelle est loin de représenter les visions et les aspirations des femmes autochtones et paysannes. »[13]

Elles envisagent différentes formes d'accès à la terre qui s'appuient sur la reconnaissance des luttes historiques menées par les femmes pour garantir un mode de vie qui ne détruit pas la culture et l'identité des peuples et refuse la destruction des biens communs source de gigantesques profits pour l'agrobusiness et le capitalisme mondial.

Réforme agraire intégrale, souveraineté alimentaire et agroécologie

La dirigeante brésilienne du MST, Marina Dos Santos, expose la proposition de La Vía Campesina pour une réforme agraire intégrale : « C'est une forme de résistance au modèle agricole capitaliste de l'agrobusiness et des intérêts miniers, qui propose un renforcement de nos forces avec pour objectif de construire un nouveau modèle agricole, centré sur les besoins des populations. »[14] Elle résume ci-dessous les piliers d'une réforme agraire intégrale et populaire :

1. Démocratisation de la terre : des garanties que la réforme agraire ne sera pas

une distribution de terre sans accès à toutes les ressources naturelles et aux produits de l'agriculture. Cela comprend tout ce qui existe sur le territoire, les plantes, les forêts, l'eau, les minéraux, les semences et toute la biodiversité, et interdit aux grandes entreprises de mettre en œuvre des projets miniers sur les terres distribuées. Les ressources minérales doivent être utilisées de manière durable pour le bien de la communauté et des populations.

1. Organisation de la production agricole : donner la priorité à la production de denrées saines pour la population, garantir le principe de la souveraineté alimentaire, sans produits agrochimiques et sans semences génétiquement modifiées. Assurer des programmes de souveraineté énergétique à travers le territoire, s'appuyant sur les énergies renouvelables comme l'huile végétale, le solaire, et les énergies hydraulique et éolienne. Organiser la production et la commercialisation sur la base de la coopération agricole.

1. Développement d'un nouveau paradigme de production agricole et de distribution de la richesse en agriculture : réclamer aux gouvernements des politiques de crédits, des moyens de recherche et de financement spécifiques pour l'agroécologie, l'amélioration de la productivité et des activités qui respectent l'équilibre avec la nature. Soutenir des programmes de reproduction, de stockage et de distribution de semences natives et agroécologiques, pour intégrer la production paysanne dans le programme de souveraineté alimentaire. Combattre la propriété intellectuelle privée concernant les semences, les animaux, les ressources naturelles, la biodiversité et les systèmes de production. Combattre aussi la production et la commercialisation des semences génétiquement modifiées et des agrotoxiques dans tous les pays.

1. Industrialisation et politique agricole : développer des industries agricoles à petite échelle dans le pays, s'assurer que la valeur ajoutée de la production génère un revenu pour les populations paysannes et promeuve un développement équitable entre les différentes régions ; développer aussi des centres de recherche, de formation technique et d'échanges de savoirs, axés sur les activités agroindustrielles [à petite échelle] et la préservation de l'environnement.

1. Éducation : l'éducation est un droit fondamental de toutes les personnes et doit leur être accessible là où elles vivent ; elle doit respecter leurs besoins humains et sociaux.

1. Luttes : sans véritable processus de lutte collective, d'organisation et de pressions de la part de l'ensemble de la société, il ne sera pas possible de réaliser ce projet de réforme agraire intégrale et populaire.[15]

Le système proposé par La Vía Campesina constitue un programme authentique non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour réorienter les économies en tenant compte des intérêts des paysans, et ceux des populations également.

Les analyses réalisées par les leaders féminins des mouvements paysans du Paraguay, soulignent la nécessité d'inclure l'égalité des genres dans les propositions pour la réforme

agraire intégrale:

- Mise en place d'un nouveau modèle économique de production fondé sur l'agroécologie
- Laisser les femmes et les jeunes jouer leur rôle dans la récupération et l'occupation des terres
- Les leaders féminins en tête des occupations de terre
- Propriété foncière pour les producteurs paysans, femmes et hommes
- Titres de propriété au nom des femmes
- Égalité de l'accès aux titres de propriété collectifs et individuels
- Régime foncier collectif pour les projets coopératifs
- Création des nouveaux modèles d'installation sous la direction des femmes, parce que nous sommes les « administratrices de la vie »
- Conception d'un modèle de production alternatif avec la participation des femmes
- Diversification de la production
- Modèle de production agroécologique
- Retrouver les valeurs culturelles entourant notre nourriture
- Commercialisation et échanges de nourriture via des marchés communautaires permanents
- Encourager la production de subsistance
- Accorder des crédits aux petits producteurs et aux modèles alternatifs de production
- Égalité d'accès pour les femmes et les hommes aux crédits agricoles
- Couverture d'assurance agricole valable pour les femmes comme les hommes
- Lutter contre les grandes entreprises et pour des marchés garantis par l'État
- Marchés spécifiques pour les femmes, qui leur permettent de vendre leurs produits et de garantir leur autonomie
- Création de coopératives et de groupements économiques pour protéger les marchés au niveau national
- Forger une culture de respect et de valorisation des secteurs paysans et autochtones
- Égalité du travail pour les hommes et les femmes paysannes et autochtones
- Égalité pour le travail de production et celui de reproduction
- Distribution équitable du travail et des types de travail entre femmes et hommes.[16]

La réforme agraire intégrale, la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et la défense des semences font partie d'un projet fondé sur la défense et la protection des biens communs, de la culture populaire et des relations de solidarité. (Photo : Randy Lo

Actions politiques

Les femmes doivent pouvoir participer aux discussions politiques dans les organisations et tous les espaces de pouvoir. Il est important que des femmes de diverses organisations paysannes et autochtones puissent se retrouver en terrain commun pour analyser les

actions collectives et en débattre.

La réforme agraire intégrale, la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et la défense des semences vont au-delà de la sphère économique : elles supposent des changements culturels dans la société. Ces propositions remettent en cause la base matérielle de la propriété privée de la terre, qui se nourrit de procédés d'expropriation des peuples, de concentration et de centralisation du capital, de la destruction de la nature et dans le même temps, de la subordination des femmes quand il s'agit de redistribuer cette propriété. Elles nécessitent de réévaluer les formes de la consommation, les relations entre zones urbaines et rurales, et notre conception de la mémoire ancestrale de nos peuples, afin d'aller vers l'émancipation, et non la destruction. Elles font partie d'un projet dont les fondements sont la défense et la protection des biens communs, la culture populaire, les liens de solidarité, et non l'exploitation des peuples et de la nature. Elles contribuent à la création d'une perspective féministe et socialiste, et à la décolonisation des territoires et des corps, perspective qui place la rencontre entre les femmes et la terre au cœur de la reconnaissance de notre histoire, de notre identité et notre lutte historique de femmes et de peuples.

Claudia Korol

---

[1] Rural Women's Day, "Facts on rural women", www.rural-womens-day.org

[2] Marcela Ballara et Soledad Parada, "El empleo de las mujeres rurales, lo que dicen las cifras", Santiago de Chile: CEPAL-FAO, 2009.

[3] Communication personnelle, mai 2016

[4] Carmen Diana Deere et Magdalena León, Género, propiedad y empoderamiento: tierra, Estado y mercado en América Latina, Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, 2000.

[5] Isabel Larguía et John Dumoulin, Hacia una ciencia de la liberación de la mujer, Barcelona: Editorial Anagrama, 1976.

[6] María Carballo López, "VEM, TEÇAMOS A NOSSA LIBERDADE. Mujeres líderes en el Movimiento Sin Tierra (Ceará–Brazil)", Thèse de doctorat en anthropologie sociale et culturelle, Universidad Autónoma de Barcelona, 2011.

[7] Roxana Longo, El protagonismo de las mujeres en los movimientos sociales. Innovaciones y desafíos. Prácticas, sentidos y representaciones sociales de mujeres que participan en Movimientos Sociales, Buenos Aires: América Libre, 2012.

[8] "Informe del Estado Plurinacional de Bolivia", disponible sur le lien suivant : http://www2.unwomen.org/~/media/headquarters/attachments/sections/csw/59/national_reviews/bolivia_review_beijing20.ashx?v=1&d=20140917T100729

[9] CLOC-Vía Campesina, “La CLOC-Vía Campesina en el Año Internacional de la Agricultura Familiar”, América Latina en movimiento, 14 mars 2014, http://www.alainet.org/es/active/72077

[10] Vandana Shiva, Abrazar la vida. Mujer, ecología y supervivencia, Instituto del Tercer Mundo, 1991. [Traduction de: Staying alive: women, ecology and development, London: Zed Books, 1989]

[11] Sylvia Marcos, “Actualidad y Cotidianidad: La Ley Revolucionaria de Mujeres del EZLN”, no date, https://www.vientosur.info/IMG/pdf/la_ley_revolucionaria_de_mujerescideci.pdf

[12] CLOC-Vía Campesina, “Declaración de la V Asamblea de Mujeres de la CLOC – La Vía Campesina”, 15 avril 2015, http://viacampesina.org/es/index.php/temas-principales-mainmenu-27/mujeres-mainmenu-39/2382-declaracion-de-la-v-asamblea-de-mujeres-de-la-cloc-la-via-campesina

[13] La Vía Campesina, “Manifeste international des femmes de LVC”, IVème Assemblée des Femmes – Djakarta, juin 2013, https://viacampesina.org/fr/index.php/nos-confnces-mainmenu-28/6-djakarta-2013/declarations-et-motions/828-manifeste-international-des-femmes-de-lvc-2

[14] Marina dos Santos, “Los desafíos de la reforma agraria integral y popular”, América Latina en Movimiento, 27 mars 2015, http://www.alainet.org/es/articulo/168501#!slide

[15] Ibid.

[16] “Propuestas de mujeres líderes para una reforma agraria integral con igualdad de género”, http://www.cde.org.py/wp-content/uploads/2014/10/Propuesta-de-mujeresl%C3%ADderes-para-un-reforma-agraria-integral-cn-igualdad-deg%C3%A9nero.pdf

Claudia Korol *est une militante féministe, membre du collectif d’éducation populaire argentin Pañuelos en Rebeldía et de l’Institut de recherche et de formation des mouvements sociaux latino-américains [Centro de Investigación y Formación de Movimientos Sociales Latinoamericanos].*

La source originale de cet article est grain.org
Copyright © Claudia Korol, grain.org, 2016

Articles Par : Claudia Korol

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca